

LE MOIS POLITIQUE ET SOCIAL (MAI 1896) ...

Les groupes divers qui, depuis quinze ans se sont disputé le pouvoir tendent à disparaître pour faire place à deux grands partis, presque également conservateurs et comprenant: l'un les monarchistes, les ralliés et les républicains, l'autre les «*progressistes*», les radicaux et les radicaux-socialistes. Cette tendance, les élections municipales récentes l'ont confirmée, et pour ainsi dire achevée. De monarchistes sincères, c'est-à-dire prêts en toute occasion à faire effort pour renverser le régime démocratique, les corps élus n'en compteront bientôt plus, si, d'ailleurs, ils en ont jamais compté, au moins depuis la mort de M. de Chambord; de révolutionnaires, ils n'en compteront jamais.

A vrai dire, ce résultat d'ensemble des élections ne nous intéresse que médiocrement.. Peu nous importe, étant certains d'être tondus, comment et par qui nous le serons. De M. de Mackau jusqu'à M. Jules Guesde, tout ce qui gouverne ou se croit destiné à gouverner, professe une haine pareille pour les tenants de la Révolution. Je ne sais même pas si le «*groupe socialiste*» - les événements le hissant au pouvoir - ne traiterait pas les réfractaires plus férocement que ne feront les groupes dont M. Méline, M. Goblet, M. Dupuy sont les chefs. Nous avons là-dessus les multiples promesses de M. Chauvin, et c'est pourquoi nous réjouit fort l'échec subi partout, en ces élections de mai, par les partisans avérés du collectivisme étatiste. Les sectaires passent, l'idée subsister cela suffit.

Ce qui nous paraît mériter quelque attention, c'est la défaite du parti dit «*allemaniste*». Considérant la participation aux luttes électorales comme un moyen, non comme un but, ne désirant le succès qu'à condition qu'il fût sincère et signifiât quelque chose, c'est-à-dire que les votes acquis le fussent aux doctrines exposées et non aux hommes qui les exposaient, n'ayant par suite aucun intérêt à faire fléchir l'intransigeance de son programme devant les nécessités de la lutte, ce parti était le seul qui parût fondé à dire: autant de suffrages ont recueillis nos candidats, autant de forces contre le parlementarisme, contre l'Etat, contre la Société - pour la Révolution.

Les élections municipales ont fait justice de cette illusion. La scission éclatée dernièrement dans le parti mettait le suffrage universel en mesure et même en demeure de faire connaître si, les innombrables palinodies des élus de toute sorte ayant ébranlé sa confiance en eux, il prendrait contre leur versatilité les mesures de précaution indiquées par le parti, ou bien si, oublieux des fautes de la veille et son indigence d'esprit le livrant à la discrétion de ses aspirants-mandataires, il tenait à leur laisser liberté d'action plus entière que jamais, absolvant ainsi par avance leurs inévitables et prochaines trahisons.

Eh! bien, le suffrage universel n'a point fait mentir les quelques hommes qui le déclarent irrémédiablement privé de sens. A ceux dont l'intransigeance du parti compromettait la réélection, et qui, pour conjurer l'échec, avaient jugé opportun de réintégrer la fabrique de candidatures dirigée par M. Millerand, il a donné plusieurs milliers de suffrages, les dégageant ainsi vis-à-vis de lui-même de toute promesse, de tout contrat, de toute probité; à ceux, au contraire, qui, sachant la promptitude de l'esprit et la faiblesse de la chair, demandaient qu'on les empêchât de pouvoir mettre un jour en balance leurs convictions et leurs intérêts, il a donné cent voix.

Est-ce à dire que le dixième arrondissement de Paris, par exemple, ne compte que cent révolutionnaires? Cela démontre uniquement que, ballotté, tiraillé en tous sens, ahuri par les harangues fiévreuses, les versions contradictoires, les rixes parfois sanglantes de la période électorale, l'électeur, naturellement moins passionné que les candidats et, par suite, devenu plus sceptique à mesure que ses solliciteurs devenaient plus ardents, finit, en désespoir de cause, par voter pour qui a déjà place conquise, ou bien (principes mis à part) pour qui déploie la plus grande activité, commet le plus de mensonges,

entasse le plus d'affiches, flatte le plus éloquentement la lourde vanité populaire. En général, la forte part des électeurs d'un élu sortant se compose d'indifférents; celle d'un élu nouveau, d'affolés - et d'imbéciles!

Marchandages, coalitions, surprises déconcertantes: c'est là tout le suffrage universel. En 1892, Lille élit député M. Paul Lafargue. Les collectivistes s'écrient: voilà Lille convertie au socialisme! L'année suivante, Lille répudie M. Lafargue. Les républicains répliquent: Lille a pris horreur du socialisme. Qui des deux a raison? ni l'un ni l'autre, très probablement. En 1893, Lille ne comptait ni un collectiviste de moins ni un républicain de plus qu'en 1892, mais la coalition réactionnaire de circonstance, qui avait fait le succès, détermina l'échec. De même, comment croire que les députés socialistes donnés pour successeurs, il y a trois ans, aux chefs d'orchestre de la société du Panama n'aient recueilli que des suffrages socialistes? Ils ont été vraisemblablement les élus de coalitions hétérogènes, dissoutes depuis, à mesure que s'effaçait le souvenir des événements qui les avaient nouées. Je doute fort que Fabérot retrouve en 1897 - l'échec de M. Weber le présage - la majorité qu'il obtint en 1893.

Avec cela, point de conjectures possibles. Le corps électoral est-il patriote? Non, puisqu'il élit Faillet, dont les concurrents affichent partout la protestation contre l'alliance franco-russe et la réception de l'amiral Avellan. Mais, alors, il est antipatriote? Pas davantage, puisqu'il refuse même la minorité de faveur à Allemane. Est-il radical? il a battu Floquet. Révolutionnaire? il abandonne Weber. A moins de croire qu'après avoir goûté du collectivisme, il n'ait pris peur et voulu réagir, en se livrant au radicalisme émoussé de M. Parisse; mais cette hypothèse ne nous semble pas très soutenable, car M. Weber a fait, aussi bien qu'un radical, réparer les écoles et paver les rues de son quartier, et combien de fois, s'il vous plaît, a-t-il rencontré l'occasion de prêcher la révolution sociale?

Tout ce qui se dégage de ce fatras d'incohérences - et c'est avec plaisir que nous l'avons vu dégager par maint adepte du parti allemaniste - c'est que le suffrage universel, déjà discrédité comme but, l'est aujourd'hui comme moyen. A ceux qui lui promettent d'immédiates pseudo-satisfactions! oh! il accorde tout - et le reste; mais aux révolutionnaires, a-t-il jamais donné quelque chose? la dernière consultation électorale a déjà répondu.

Fernand PELLOUTIER
